47e ANNÉE. — N° 16.598
DIRECTION & ADMINISTRATION : 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS : 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Gironde et Limitrophes	8 50	16 f.	30 f.
Presse et Colonies...	9 »	17 f.	32 f.
Etranger.....	10 »	20 f.	40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro — LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE — Le numéro 10 c.

MARDI 11 DÉCEMBRE 1917
SAINT DAMASE
SOLEIL : lever 7 h. 32; couch. 4 h. 19
LUNE : nouv. le 14; P. Q. le 21

La Question des « Vieilles Classes »

« Croyez-vous que je ne comprenne pas l'intérêt qu'il y a à ramener les vieilles classes du front pour cultiver le sol ? Certes ! Et pourtant si vous me demandez de les renvoyer à l'arrière, je réponds : « Non ». Est-ce que cela m'empêche de faire dès aujourd'hui le travail nécessaire pour préparer ce retour, de m'occuper de l'industrialisation des travaux du front ? »

Cette réponse de M. Clémenceau à ceux qui le pressaient de s'engager d'une façon ferme sur cette question délicate pose le problème en face du seul point de vue qu'il soit possible d'envisager si l'on veut aboutir à une solution pratique et capable de concilier les multiples intérêts en cause.

Il n'est personne, même parmi les plus ardents champions de l'intensification du travail agricole et industriel, qui consentirait, pour atteindre ce but, à retirer des armées un seul homme capable de servir utilement la défense nationale; mais pour quiconque réfléchit et examine froidement la situation et ses exigences les plus impérieuses, en s'affranchissant de la trop étroite uniformité qui impose trop souvent nos décisions, il résulte jusqu'à l'évidence, qu'il est possible, par une discrimination intelligente et loyale, de détacher de l'armée, sans affaiblir sa force combative, sans altérer en quoi que ce soit sa cohésion morale, des forces disponibles, en quantité considérable et qui, rendues au travail agricole, permettraient de tirer du sol français les produits que nous sommes obligés de demander à nos alliés, à grands frais et au milieu de difficultés inouïes.

Dans un précédent article, j'ai fait allusion aux mesures qui pourraient être utilement prises à cet effet. Je crois que quelques précisions sont nécessaires.

A-t-on scrupuleusement recherché jusqu'à ce jour — avec la ferme intention de les supprimer — tous les emplois inutiles dans lesquels sont cantonnés une multitude d'oisifs qui, comme le constatait l'autre jour un député, M. Henri Cosnier, semblent n'être là que pour justifier le maintien des cadres trop nombreux d'officiers et de sous-officiers dont on ne sait que faire ?

Si un contrôle minutieux et sévère s'exerçait sur les auxiliaires et R. A. T. qui traînent, dans les dépôts, une vie inoccupée, sans profit ni pour l'armée ni pour la production nationale, on s'apercevrait aussitôt du nombre considérable d'hommes qu'il serait permis de rendre à l'activité économique du pays.

Entrez dans un des innombrables bureaux qui ont dû être créés comme succursales du ministère de la guerre. Vous êtes aussitôt frappés par le nombre de scribes, de garçons, de plantons qui sont employés là. Ce sont des auxiliaires, des R. A. T. reconnus inaptes à faire campagne. Je le reconnais; mais ne seraient-ils pas plus utiles pour le pays et pour l'armée elle-même dans la profession qui est la leur et qui sollicite une main-d'œuvre indispensable ?

N'est-il pas possible de diminuer tout ce personnel par une simplification ou par une réorganisation de son travail ? « Dans un bureau de trente personnes, constatait M. Crosnier, aux observations duquel je me réfère, quinze peuvent accomplir la besogne, en leur répartissant, sous forme de prime au travail, ce que coûtent les autres à l'Etat. »

Par ce temps de restrictions universelles, ne pourrait-on pas ramener au strict absolument indispensable le nombre des ordonnances et des détachés à des services spéciaux ?

Il faudrait enfin, avec la réserve qui s'impose en pareille matière, poursuivre les pourparlers avec les alliés, afin de combler, par une répartition plus équitable des contingents respectifs, la différence qui existe entre la limitation d'âge dans leur mobilisation et la nôtre.

Les investigations et le contrôle que l'opinion publique réclame pour aboutir à une sélection efficace pourraient, sans danger, s'étendre à la zone des armées.

Nous manquons de personnel pour donner toute son ampleur à l'activité française, pour cultiver la terre, pour entretenir et réparer les machines agricoles; mais, dit encore M. Crosnier, « on voit des corvées arracher l'herbe dans les cantonnements, sabler les rues et de nombreux postes dont la mission consiste à présenter les honneurs vingt fois par jour aux diverses autorités militaires qui logent dans le village. »

C'est à ce gaspillage d'hommes, de temps et d'argent qu'il importe de mettre fin. Le pays est prêt à tous les sacrifices, même les plus douloureux. Il n'accepte pas les sacrifices inutiles.

Pierre DEVAL.

Communiqués français

Du 9 Décembre (23 heures)

Nous avons repoussé un coup de main ennemi au nord d'ANIZY-LE-CHATEAU.

Actions d'artillerie assez vives dans la région de SAPIGNEUL, dans la région de MAISONS-DE-CHAMPAGNE et sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE.

Aucune action d'infanterie.

Du 10 Décembre (14 heures)

La lutte d'artillerie a été par moments violente sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE, dans la région des CHAMBRETTES ainsi qu'en HAUTE-ALSACE.

Un coup de main ennemi sur nos petits postes au SUD DE CORBENY a échoué.

Communiqués anglais

Du 9 Décembre (soir)

Sur le front de bataille de CAMBRAI la journée a été marquée, par des engagements entre nos avant-postes et des petits détachements ennemis à l'ouest de GRAINCOURT.

Activité de l'artillerie allemande en un certain nombre de points.

Une tentative de coup de main ennemi a échoué la nuit dernière au sud de LENS. Nous avons fait un certain nombre de prisonniers.

Recrudescence d'activité de l'artillerie allemande dans le secteur de MESSINES.

La pluie a arrêté hier les opérations aériennes jusqu'à l'après-midi, au cours de laquelle nos pilotes ont pu faire du réglage et des reconnaissances.

Des bombes ont été jetées sur les cantonnements ennemis, et un grand nombre de cartouches de mitrailleuses tirées sur des objectifs à terre.

Deux de nos appareils ne sont pas rentrés.

Du 10 Décembre (après-midi)

Un coup de main tenté la nuit dernière AU SUD-OUEST DE LA BASSEE a échoué sans que l'ennemi ait pu aborder nos lignes.

Un détachement qui attaquait un de nos postes à l'EST DE KLEIN-ZILLEBEKE a été repoussé avec pertes.

Dans les Vosges

Paris, 10 décembre. — Le critique suisse germanophile M. Stegmann, écrit dans le « Bund » :

« Genève, 10 décembre. — L'activité se développe sur le front des Vosges. Elle s'est traduite en dernier lieu par de grands combats aériens qui sollicitent l'attention. Nous avons déjà rappelé les grands efforts de Joffre pendant l'hiver 1914-1915 pour percer vers Mulhouse dans ce secteur. »

Le nouveau Projet d'Hindenburg pour vaincre les Alliés

Amsterdam, 10 décembre. — Au cours de la Conférence d'hier à Berlin avec le chancelier, Hindenburg et Ludendorff ne se bornèrent pas à discuter les conditions de paix à imposer à la Russie, mais le nouveau projet d'Hindenburg pour vaincre les alliés avant l'intervention de l'armée des Etats-Unis.

Des troupes et du matériel ont été jetés en toute hâte dans l'Ouest. Jeudi, deux trains de munitions entrèrent en collision et sautèrent. Il y a plusieurs centaines de tués et de blessés.

L'Affaire Cavallini

Rome, 10 décembre. — Outre la marquise Ricci, une autre femme est compromise dans les intrigues Bolo, Cavallini et Cie. Invitée à se rendre au bureau de police elle n'en serait sortie que pour prendre le chemin de la prison.

Un Zeppelin serait perdu dans la Mer du Nord

Amsterdam, 10 décembre. — Un lougre hollandais a déclaré être passé auprès de l'épave d'un zeppelin dans la zone française de la mer du Nord. Aucun être vivant ne paraissait être à bord du dirigeable.

Le Commandant du Contre-Torpilleur "Jacob-Jones" a été sauvé

Washington, 9 décembre. — Le département naval annonce que le capitaine du contre-torpilleur « Jacob-Jones » a été sauvé, ainsi que 43 officiers et marins.

Le docteur Fieu et un Aide-Major se tuent près de Grenoble en tombant dans un Ravin

Grenoble, 9 décembre. — Deux médecins-majors, arrivés depuis quelques jours pour renforcer le service chirurgical de l'hôpital, étaient partis en excursion dans la montagne aux environs de Grenoble. S'étant égarés, ils ont fait une chute de 30 à 40 mètres dans un ravin.

L'un d'eux, M. Fieu, médecin-major de 1re classe, professeur à la Faculté de Bordeaux, a été tué sur le coup. L'autre, M. Dantin, aide-major de 2e classe, a été trouvé râlant à 200 mètres de son compagnon.

La Crise du Tabac

LES REMEDES

Paris, 10 décembre. — Dans une lettre au ministre des finances, M. Delpont, président de la Confédération générale des planteurs de tabac de France, expose les raisons de la crise, et propose, pour y remédier, de relever immédiatement les tarifs payés par l'Etat, de supprimer les achats de tabacs exotiques et d'en confier la culture à nos planteurs français.

Sur le Front italien

Où sont les Français ?

Front italien, 10 décembre. — Les troupes françaises sont dans la montagne à la gauche des troupes britanniques, entre la Brenta et le Piave moyen.

Les Britanniques derrière le Piave

Quartier général italien, 9 décembre. — Jusqu'à présent, il n'y a pas eu contact entre nos alliés britanniques et l'infanterie autrichienne. Les cours jumeaux et les bancs de sable du Piave nous séparent. Une partie de cette armée a été transférée des tranchées de France aux tranchées italiennes en une quinzaine de jours. C'est un second record ! Plusieurs brigades marchèrent de Mantoue jusqu'au front, et l'on pouvait se rendre compte de ce que signifie la mise en marche d'une armée lorsqu'on rencontrait sur les routes les longues colonnes d'hommes et les wagons à bagages, et qu'on réfléchissait qu'il y avait encore le personnel moins mobile et tout l'équipement qui devait être amené par chemin de fer. Pendant huit jours on a marché à raison de 24 kilomètres par jour. Cette semaine a vu tous les Britanniques en ligne sur le Piave. L'activité et la gaieté règnent sur tout le front.

L'Ennemi tenu en échec

Quartier général italien, 9 décembre. — La bataille, dans la zone d'Asiago est pour ainsi dire restée en suspens. L'ennemi est tenu en échec sinon absolument déçu dans son dessein principal de percer jusqu'à la vallée de la Brenta et la plaine quelques kilomètres plus bas, quoiqu'il ait réussi à avancer ses lignes d'une courte distance, lorsque les Italiens se replièrent sur leurs nouvelles positions.

Ces positions, qui gardent les passages de Frenzela et de Gadana, ont résisté avec succès à tous les efforts de l'ennemi. Chaque fois que les forces ennemies tâchent de percer les lignes, les Italiens, postés sur les hauteurs abruptes, de chaque côté des passages, font pleuvoir obus et balles et détachent d'immenses roches. Cela s'est répété jusqu'à ce que les Italiens se soient raisonnablement assurés de pouvoir tenir les passages et obliger l'ennemi à chercher une autre ligne de progression.

L'Avantage stratégique reste aux Troupes italiennes

Rome, 9 décembre. — Dans les cercles militaires, on estime que les actions de l'ennemi contre certaines localités et contre les hauteurs se réduisent à des succès tactiques locaux, n'entraînant pas un succès stratégique puisque l'ennemi a cessé ses attaques dans la direction du val Frenzela.

Il est admis, en effet, que des avantages partiels obtenus en guerre de montagne ne peuvent porter leurs fruits que s'ils sont immédiatement exploités. Les pertes graves qu'a essuyées l'ennemi obligent le maréchal Conrad von Hoetzendorf à reconstituer ses forces. Il est bien certain que l'ennemi n'a pas renoncé aux objectifs qu'il visait, mais que pour les atteindre il sera contraint de renouveler ses tentatives et de consentir de nouveaux sacrifices.

De plus, il faut tenir compte du désavantage qu'offrent les positions occupées par les troupes austro-allemandes sur les hauts plateaux, où elles ont à souffrir de conditions climatériques d'une rigueur exceptionnelle, du manque d'eau et de très grandes difficultés de ravitaillement.

En somme, si l'on s'en rapporte aux déclarations des prisonniers, on peut conclure que la tentative ennemie a échoué dans ses grandes lignes et que l'avantage stratégique reste aux troupes italiennes.

L'Ennemi amène des Renforts

Rome, 9 décembre. — Le maréchal von Hoetzendorf continue à faire affluer des renforts de troupes bosniaques et hongroises. Dans le même temps, il reconstitue les stocks de munitions de ses batteries en ligne, dont un certain nombre ont été amenées sur de nouvelles positions, non sans que le transport des pièces lourdes présentât de grandes difficultés, en raison de l'état des voies de communication, devenues presque impraticables par l'effet des dernières actions d'artillerie.

L'Importance des Pertes ennemies

Rome, 9 décembre. — D'après un officier du 3e chasseur impérial, qui a été fait prisonnier, certaines divisions ennemies, au cours des dernières actions, ont été réduites à l'effectif de simple régiment.

L'Empereur d'Autriche sur le Front du Trentin

Rome, 9 décembre. — D'après un télégramme de Berne, l'empereur d'Autriche se trouverait actuellement sur le front du Trentin pour suivre les opérations en cours.

En Grèce

LES COUPABLES DES JOURNEES DE DECEMBRE VONT EXPIER

Athènes, 9 décembre. — Le lieutenant Mountzourides, héros tristement célèbre des journées de décembre, a été condamné par le conseil de guerre à 19 années de prison. Il a été convaincu, notamment, de tentative d'empoisonnement sur la personne du détenu Roulachanis, directeur de l'« Asty ».

Le lieutenant Kriekoukis, convaincu de faux témoignage, a été frappé de six mois de prison.

Athènes, 9 décembre. — Un décret royal met à la retraite 40 officiers et 50 officiers subalternes de la marine.

En Espagne

M. MELQUIDES ALVAREZ SE PRONONCE EN FAVEUR DES ALLIES

Madrid, 10 décembre. — Au meeting réformiste de Logrono, M. Melquides Alvarez, dans son discours, réclama l'armistice et la réforme constitutionnelle; il affirma que l'Espagne doit reviser sa Constitution, sinon elle est appelée à disparaître. Il renouvela sa déclaration ententophile en disant : « Nous devons resserrer nos liens avec l'Entente en raison de notre situation géographique et de notre communauté ethnique. Il envoya son salut à la France comme grande démocratie, faisant les vœux pour le triomphe complet des alliés. L'orateur fut très applaudi.

Piteux Échec de la Première Conférence russo-allemande au sujet de l'Armistice

EXORBITANTES PRÉTENTIONS DES ALLEMANDS
DÉSAPPOINTEMENT EXTRÊME DES MAXIMALISTES

Paris, 10 décembre. — Il vient de se produire en Russie des faits dont on ne peut encore mesurer exactement l'importance.

D'abord, les pourparlers sur l'armistice noués au quartier général allemand ont été interrompus. Il en résulte un certain désarroi dans les rangs maximalistes.

Ensuite, un appel que les commissaires du peuple adressent à la population atteste leur inquiétude devant la résistance qui se lève contre eux. Le document indique qu'il s'est formé dans le sud de la Russie, entre le Volga et le Dniester et dans l'Ukraine et dans le sud de la Grande Russie, un parti composé de bourgeois, d'industriels, de paysans et dont les cosaques de Kaledine, d'Outoff et de Korniloff représentent les forces militaires, qui ne veut pas accepter le gouvernement maximaliste et qui empêche que le blé de ce grenier qu'est la Russie méridionale ne vienne ravitailler ceux qu'ils considèrent comme des usurpateurs. Sans nous exagérer l'importance de ce mouvement, les personnalités civiles qui le dirigeraient : Rodzianko Milioukoff, Goutchkoff et les généraux qui l'organisent, lui donnent une autorité incontestable. Les Soviets envoient des troupes pour l'écraser. Que sortira-t-il de cette lutte ? On ne peut le prévoir.

Toujours est-il, du moins, qu'il faut que le péril soit bien menaçant pour que Lenine et Trotzky aient eu recours à leur Appel au moment où en raison de leurs négociations avec les empires centraux, ils avaient tout intérêt à laisser croire qu'ils étaient bien les maîtres absolus de la Russie. Après un pareil aveu quelles garanties peuvent offrir les pourparlers engagés pour l'armistice ?

D'ailleurs, l'armistice n'est pas encore conclu. La trêve actuelle n'est que provisoire. Elle doit se terminer le 12 décembre. Trotzky profite de ce délai pour demander aux alliés de l'Entente s'ils veulent participer aux pourparlers pour la conclusion de l'armistice définitif qui reprendront à cette date. Il est à peine besoin de dire que les gouvernements de l'Entente font la sourde oreille aux appels réitérés du compère de Lenine et sont résolus à l'ignorer et à ne pas lui répondre.

En présence de cette résistance même et de celle que Lenine et sa bande rencontrent et sont obligés de dénoncer dans leur propre pays, comme des premiers résultats des élections à Constituante, il est possible que les empires du centre renvoient les tractations engagées à une lointaine échéance et que tout avorte.

Pour l'instant, on ne doit pas encore considérer que l'échec est acquis, mais le succès est nettement compromis.

Pétrograd, 8 décembre. — L'échec de la première entrevue pour les pourparlers de l'armistice domine la situation politique et excite de vifs commentaires dans la presse et le public. Le fait brutal est que les pourparlers sont déjà ajournés. **La cause de cette remise se trouve dans le refus net des Allemands de discuter les conditions de la paix démocratique et d'accepter les propositions exigées par les Russes pour l'armistice.**

Dans les conversations non officielles entre délégués russes et allemands, les conditions suivantes furent indiquées par les Allemands comme devant servir de base à tous les pourparlers de paix :

1° L'Allemagne aurait pendant quinze ans, sur le marché des blés, un contrôle lui permettant de satisfaire à tous ses besoins.

2° Droit d'importation en Russie de toutes les marchandises allemandes sans droits d'entrée.

3° AUCUN DES TERRITOIRES ACTUELLEMENT OCCUPES PAR LES TROUPES ALLEMANDES NE SERAIT RENDU.

On a appris, au surplus, que les Allemands n'acceptent de négocier qu'avec un délégué des troupes ayant commandé pour le moins un groupe d'armées et reconnu par la Constituante, et qu'ils exigent, en outre, de venir eux-mêmes nettoyer Pétrograd des éléments de troubles qui ont établi l'anarchie dans tout le pays. La délégation du gouvernement s'est vue brusquement si loin de la paix démocratique annoncée, à grand fracas, qu'elle a été obligée de demander une interruption de la conférence pour venir chercher des instructions à Pétrograd.

Le Désappointement des Maximalistes

Un désappointement considérable fut ressenti par les Bolcheviks, par suite de l'attitude réservée et du manque de sympathie pour leur idéalisme politique des négociateurs allemands. Ce sentiment de dépression fut augmenté par les résultats de la Conférence de Paris, par le nouveau vote de crédits de guerre au Reichstag, par les déclarations de Hindenburg à la « Nouvelle Presse libre », et enfin par le discours vigoureusement militant du président Wilson.

Les divulgations des négociations que Trotzky n'a pu empêcher de se répandre ont, d'autre part, profondément désillusionné les Bolcheviks, qui commencent à suspecter les intentions de ceux qui les font agir. Dès maintenant, l'autorité des commissaires du peuple se trouve fortement diminuée.

Les matelots ont ce matin doublé le service de garde qu'ils assurent à Smolny. Or, ces précautions ne sont pas prises dans le but de protéger Lenine, Trotzky et leur entourage, mais bien dans celui d'empêcher ces derniers de s'échapper s'ils y étaient contraints.

Les maximalistes, par une longue propagande criminelle, ont détruit l'armée et se trouvent aujourd'hui impuissants devant des gens auxquels les seuls arguments de la force sont sensibles. Ils ont préparé les soldats à la paix depuis si longtemps qu'ils ne peuvent revenir en arrière, et, d'autre part, ils voient clairement maintenant que s'ils arrivent à la paix, cette paix sera honteuse, et que la Russie ne le leur pardonnera pas.

En somme, la première conférence a montré que les intérêts des pays alliés étaient si étroitement unis qu'il était impossible de faire une paix séparée sans perdre tout et sans être obligé d'accepter des conditions déshonorantes.

Telle est la leçon de la première conférence qui va non seulement aux maximalistes, mais à tous les partis socialistes de Russie qui désirent si ardemment la paix.

Les Allemands refusèrent de discuter les Questions politiques

Pétrograd, 8 décembre. — M. Kamenefl, un des délégués russes de l'armistice, arrivé à Pétrograd hier, a fait un rapport verbal au Soviet. Voici ce qui a transpiré de ses déclarations :

« Les représentants de l'ennemi ont déclaré qu'ils n'étaient pas autorisés à négocier sur des questions politiques et ont renvoyé la délégation russe à la déclaration du comte Czernin et de Kuhlmann. Les bolcheviks décidèrent alors que puisque les délégués ennemis n'étaient pas qualifiés pour traiter de la question politique, ils s'adresseraient directement aux gouvernements des puissances centrales. Les délégués russes firent connaître alors leur désir d'examiner les termes de l'armistice. Si les gouvernements ennemis refusaient de faire des propositions de paix aux alliés, dirent les bolcheviks, la démocratie allemande saurait bien les y contraindre. Le général Hoffmann fit alors connaître les conditions de l'armistice. En dépit de la prétention des bolcheviks de faire de la « diplomatie ouverte », on ne connaît encore rien de ces propositions. »

Les Allemands exigeraient la Reddition d'Unités russes

Pétrograd, 8 décembre. — On pense généralement que l'arrêt dans les négociations russo-allemandes en cours à Brest-Litovsk est dû aux demandes catégoriques formulées par les Allemands et qui comprennent, suppose-t-on, l'évacuation immédiate, par les Russes, de certains districts de la Galicie et du voisinage de la mer Noire, ainsi que la reddition de certaines unités russes. De telles demandes sont naturellement inacceptables, du moins pour le moment.

L'Allemagne entend négocier avec un Gouvernement régulièrement constitué

Berne, 9 décembre. — L'Allemagne aurait informé les maximalistes qu'elle posait comme condition essentielle, avant d'entamer toute négociation de paix, de se trouver en présence d'un gouvernement régulièrement constitué.

Le Gouvernement autonome de Sibérie et Kerensky

Pétrograd, 9 décembre. — Le gouvernement autonome de Sibérie est complètement formé. Le portefeuille de la justice a été offert à Kerensky.

Le Mouvement séparatiste s'accentue

Stockholm, 9 décembre. — Les gouvernements d'Orenbourg, d'Oufa, de Perm et de Samara ont proclamé leur autonomie et convoqué une Constituante générale.

Une Proclamation du Soviet des Commissaires du Peuple

Paris, 9 décembre. — Le Soviet des commissaires du peuple adresse à toute la population, aux députés des Soviets, des travailleurs et des paysans une importante proclamation dont on lira plus loin le texte.

A travers la phraséologie habituelle aux communications des maximalistes, on apercevra l'inquiétude que trahit cette proclamation et l'aveu qu'une partie importante de la Russie : militaires, paysans et bourgeois est prête à se coaliser pour s'opposer à la dictature maximaliste.

La proclamation signale en effet que les généraux veulent se servir des classes laborieuses comme d'une arme pour atteindre leurs buts criminels.

Elle constate l'état de guerre dans la région du Don, les menaces d'interdire aux blés de Russie le ravitaillement de Pétrograd.

Elle parle d'une dizaine de millions mis à la disposition des généraux hostiles au comité maximaliste. Elle déclare que la révolution est en danger et annonce la mise en état de siège des provinces de l'Oural, du Don, etc.

En somme, il paraît résulter de cette proclamation que la Russie, loin d'être entièrement soumise aux maximalistes, est purement en état de guerre civile.

Voici d'ailleurs la teneur de la proclamation télégraphiée aujourd'hui de Stockholm :

« A toute la population, aux députés des Soviets, des travailleurs, des soldats et des paysans :

» Au moment où les représentants des Soviets, des travailleurs, des soldats et des paysans engageaient des pourparlers pour obtenir une paix digne au pays fatigué, les ennemis du peuple, les impérialistes, les propriétaires, les banquiers et leurs alliés, les généraux cosaques, commencèrent leur dernière tentative pour défaire notre œuvre de paix, arracher le pouvoir des mains des Soviets, la terre des mains des paysans, et obliger les soldats, les marins et les cosaques à verser leur sang au profit des impérialistes russes et alliés.

» Kaledine sur le Don, Doutof sur la Qurtlia (?), ont levé l'étendard de la révolte. La bourgeoisie des cadets leur donne les moyens nécessaires de lutter contre le peuple. Rodzianko, Milioukoff, Goutchkoff, Konovaloff veulent reconquérir le pouvoir et, avec l'aide de Kaledine, de Korniloff et Doutoff, ils veulent se servir des classes laborieuses comme d'une arme pour atteindre leur but criminel.

» Kaledine a déclaré l'état de guerre dans la région du Don. Il empêche le pain d'arriver sur le front et réunit des forces pour menacer Ekaterinoslav, Kharkoff et Moscou.

» Korniloff est arrivé à son secours après s'être échappé de prison, ce même Korniloff qui, au mois de juin, a rétabli la peine de mort et a marché sur Pétrograd révolutionné.

» A Orenburg, Doutoff a fait arrêter les plénipotentiaires du comité révolutionnaire et cherché à s'emparer de Tchéliabinsk pour empêcher le blé de Sibérie d'arriver au front.

» Karaouloff menace Tchetchensen au Caucase (?).

» Le comité central du parti des cadets forme l'état-major politique de ce soulèvement. La bourgeoisie a prêté des dizaines de millions aux généraux contre-révolutionnaires pour leur œuvre criminelle contre le peuple et contre son pouvoir.

» Le comité central bourgeois de la République de l'Ukraine mène la lutte contre les Soviets de ce pays, aide Kaledine à grouper ses armées sur le Don et empêche l'autorité du Soviet d'envoyer les forces nécessaires pour protéger le peuple frère de l'Ukraine contre les tentatives d'étouffement de Kaledine.

» Les cadets sont les pires ennemis du peuple, ce sont eux qui ont préparé avec les capitalistes de tous les pays ce carnage universel. Ce sont eux qui inspirent leurs généraux, Kaledine, Korniloff et Doutoff afin de les aider à écraser le peuple.

» Ouvriers, soldats, paysans, la révolution est en danger.

» Il s'agit d'abattre les ennemis criminels du peuple. Il s'agit de faire sentir aux conspirateurs contre-révolutionnaires, aux généraux cosaques, aux cadets leurs inspirateurs, la main de fer du peuple de la révolution.

» Le Soviet des commissaires du peuple a pris ses dispositions pour envoyer les troupes nécessaires contre les ennemis du peuple. Le mouvement contre-révolutionnaire sera étouffé. Les coupables seront châtiés. Le Soviet des commissaires du peuple leur infligera le châtiment que mérite leur crime.

» En conséquence, le Soviet des Commissaires du peuple décide :

» 1° Les provinces de l'Oural, du Don et autres endroits où agissent les contre-révolutionnaires sont déclarées en état de siège.

» 2° La garnison locale révolutionnaire devra agir avec la plus grande énergie contre les ennemis du peuple sans attendre les ordres supérieurs.

» 3° Toutes tentatives de pourparlers ou de conciliation avec les contre-révolutionnaires sont sévèrement interdites.

» 4° Toute coopération de la population ou du personnel du chemin de fer avec les contre-révolutionnaires sera punie avec toute la rigueur des lois révolutionnaires.

» 5° Tout complot sera puni par les lois (?).

» 6° Tout travailleur cosaque qui voudra s'affranchir du joug de Kaledine, de Korniloff ou de Doutoff, sera considéré comme un frère et sera assisté de la protection nécessaire de la part du Soviet. »

Les Traîtres déchantent

Pétrograd, 9 décembre. — Dans un article publié ce matin, la « Pravda » revient sur la manœuvre déjà connue et vraiment trop grossière pour faire impression, à savoir que si les peuples alliés n'acceptent pas de se rallier aux négociations engagées par les maximalistes, au mépris des engagements les plus solennels, pour une paix honteuse, les négociateurs bolcheviks se considéreront libres de traiter une paix séparée.

La « Pravda » montre, en effet, que, comme on le supposait, les pourparlers de Brest-Litovsk ont rencontré certaines difficultés. Le journal se défend d'abord d'avoir promis une paix en quelques jours par enchantement. Il écrit :

» Nous avons toujours dit aux masses que ce n'est pas en jetant simplement la baïonnette que l'on aura la paix, mais qu'il faut lutter pour la paix, et nous avons créé la possibilité de cette lutte. Nous avons entamé une lutte révolutionnaire dont la forme ne peut pas être encore établie concrètement.

» Le journal répète ensuite que la suspension des pourparlers a été demandée pour permettre aux peuples alliés d'influencer leur gouvernement et les forcer à participer aux négociations; mais réitère aussi la menace de Trotzky que, si les gouvernements alliés ne consentent pas à l'armistice, « nous » aurons le droit, dans ce cas, de conclure un armistice séparé d'abord, puis une paix séparée. »

Plus loin, « La Pravda » envisage l'éventualité d'une impossibilité de conclure la paix.

« Nous savons, dit-elle, que l'impérialisme allemand ne reconnaît que théoriquement les propositions de paix de la révolution russe. »

Les Bolcheviks n'ont plus la Majorité à la Constituante

Pétrograd, 10 décembre. — Par suite des succès persistants des socialistes révolutionnaires dans les circonscriptions de province, les bolcheviks ont maintenant perdu la majorité, même relative dans l'Assemblée constituante.

Les Bolcheviks exigent une Constituante de leur Façon

Pétrograd, 9 décembre. — Les organes bolcheviks publient une série d'articles ou de communications concernant les élections à la Constituante et précisant leur menace.

Ils insèrent des communications de province accusant le parti cadet d'avoir fait pression par l'intermédiaire des commissions électorales et plusieurs articles dénonçant l'intrigue bourgeoise cachée derrière la Constituante.

La menace a été précisée par les paroles de Trotzky au comité central, suivant lesquelles, si la Constituante était cadette ou même un peu plus à gauche, elle devait être dissoute par les baïonnettes et par le décret de Lenine sur la révocation des mandats électifs.

Le décret confère aux Soviets des ouvriers et paysans de toute circonscription :

1° De révoquer en tout temps tout mandat d'un député à une assemblée quelconque, même à l'Assemblée constituante, en provoquant de nouvelles élections.

2° L'obligation de provoquer de nouvelles élections, si plus de la moitié de la population le demande.

L'Abolition de la Propriété foncière privée

Pétrograd, 9 décembre. — Une proclamation signée du commissaire du peuple pour l'agriculture Kolefaleff déclare propriété nationale toutes les terres avec le bétail, les fermes et les maisons d'habitation, y compris tous les produits de ferme. Elle les place sous l'administration des commissaires agricoles. La propriété privée foncière est abolie. Les maisons d'habitation des propriétaires fonciers seront transformées en écoles publiques, hôpitaux, asiles ou théâtres. Des instructions relatives à la procédure d'expropriation et à l'administration par les commissaires agricoles seront incessamment publiées.

La Publication des Documents secrets exploitée par la Perfidie allemande

Paris, 9 décembre. — On nous communique la note suivante :

« Parmi les documents diplomatiques livrés à la publicité par M. Trotzky, figure un télégramme du 11 mars 1917 par lequel l'ambassadeur de Russie à Paris annonçait à son gouvernement que le gouvernement français reconnaissait à la Russie toute liberté pour la fixation de ses frontières occidentales.

« Cette publication a été exploitée par la presse allemande et par les organes germanophiles sur lesquels le gouvernement de Berlin exerce son action comme révélant de notre part des desseins perfides à l'égard de la Suède et de la Pologne. Elle a été signalée comme une preuve que, d'une part, la France laisserait la Russie dépouiller la Suède de la province du Norrland et de ses mines de fer, et que, d'autre part, elle sacrifierait aux revendications usurpatrices de la Russie les droits territoriaux de la Pologne.

» Il faudrait le vouloir pour se laisser prendre à cette manœuvre. Il est évident, en effet, en ce qui concerne la Suède, que la latitude laissée à la Russie sur ses frontières occidentales ne pouvait comporter en aucune mesure la liberté de s'annexer une partie quelconque du territoire d'un pays neutre.

» La formule rapportée dans le télégramme de M. Iswolsky ne pouvait s'appliquer qu'aux frontières contiguës aux territoires ennemis.

» En ce qui concerne la Pologne, la supercherie est plus grossière encore.

» Il suffit de se rappeler les promesses solennelles faites aux Polonais par le gouvernement russe et les déclarations répétées de la France pour comprendre que la création promise d'un Etat polonais excluait toute possibilité d'une fixation de la frontière russe à son détriment.

» Les Polonais qui savent que les alliés considèrent que la restauration de la Pologne dans toute sa plénitude constitue l'un des éléments essentiels de l'équilibre de la future Europe ne peuvent se tromper un instant sur le but intéressé des commentaires tendancieux de la presse germanique. »

Bruit d'Evasion de l'ex-Tsar (?)

Washington, 9 décembre. — Le consul américain à Tiflis rapporte le bruit non confirmé que l'ancien tsar se serait évadé.

Paris, 10 décembre. — On n'a aucune confirmation du bruit d'après lequel l'ex-tsar se serait évadé.

La Finlande sera la République la plus Démocratique du Monde

Stockholm, 9 décembre. — Des télégrammes d'Helsingfors, via Haparanda, confirment que le nouveau gouvernement bourgeois de Finlande, présidé par M. Svin Hufvud, chef du parti populaire suédois, a proclamé l'entière indépendance de la Finlande.

Si ce projet de Constitution est définitivement voté, la Finlande sera probablement la République la plus démocratique du monde. Aux termes de la déclaration d'indépendance qui a été proclamée, le peuple finlandais prend son sort dans ses propres mains. Cette décision a été adoptée par la Diète à l'unanimité, les socialistes ayant cessé de faire de l'obstruction.

La Finlande attend avec confiance que les puissances reconnaissent l'indépendance du pays.

Les Roumains repoussent toute Fraternisation

Jassy, 9 décembre (officiel). — Tout le long du front de bataille occupé par l'armée roumaine, l'ennemi a fait, à plusieurs reprises, des tentatives de fraternisation avec nos troupes. Mais nos soldats ont persisté partout dans la même attitude, rejetant toutes les invitations d'entrer en conversation avec l'ennemi.

L'Autriche a un intense désir de Paix

Amsterdam, 10 décembre. — Le gouvernement allemand paraît résolu à faire l'impossible pour modifier les sentiments des Austro-Hongrois qui, fatigués de la guerre, ont un désir intense de paix.

La Disette en Galicie

Rome, 10 décembre. — Dans certaines villes de la Galicie la faim a provoqué des émeutes. Des désordres graves se sont produits à Przemysl le 14 novembre, à la suite desquels le gouverneur de la Galicie a proclamé l'état de siège.

Aux Etats-Unis

DEUX MILLIONS D'HOMMES SOUS LES ARMES

New-York, 10 décembre. — Il y a deux millions d'hommes sous les armes : 1 million 735,820 pour l'armée de terre et 271,571 pour la marine, soit un total de 2 millions 6,391. Ces chiffres sont répartis ainsi qu'il suit : armée de terre, officiers et soldats, armée nationale, 616,820; garde nationale, 469,000; armée régulière, 370,000; services spéciaux, 200,000; réserve, 80,000; armée de mer, officiers, 15,200; équipages, 147,871; réserve navale, 50,000; milice navale, 15,000; infanterie de marine, 32,000; gardes-côtes, 5,000; service de santé, 2,500.

L'Effort américain pour la Marine

Washington, 10 décembre. — M. Daniels, secrétaire d'Etat pour la marine, dans son rapport annuel, demande pour l'exercice financier prochain des crédits qui s'élèvent à 1 milliard de dollars, et il fait observer qu'il sera obligé de demander des crédits supplémentaires au fur et à mesure que s'avancera la session. Il indique que les effets stimulants de la guerre maritime se sont fait sentir de la manière suivante :

Les effectifs de la flotte en officiers et en marins ont passé, depuis le 1er janvier, de 19,500 à 322,000; ceux de la réserve ont passé de quelques centaines d'hommes à 49,000. Les dépenses mensuelles, qui étaient de 8 millions, sont de 60 millions; le nombre des bâtiments affrétés qui était de 300, dépasse un millier. Le secrétaire d'Etat fait savoir que l'établissement de bases pour les patrouilles américaines a été autorisé en différents points à l'étranger et que les opérations pourront commencer l'année prochaine.

Les 44 survivants du « Jacob-Jones »

Washington, 10 décembre. — Le département naval annonce que le lieutenant de vaisseau David Bagley, frère de Mme Daniels, femme du ministre de la marine, qui commandait le destroyer américain « Jacob-Jones », coulé par un sous-marin allemand, a été sauvé.

Sur les cent hommes que comptait l'équipage, quarante-quatre officiers et marins sont survivants. Le nombre des victimes serait donc d'une cinquantaine environ.

TROUBLES EN BOLIVIE

Washington, 9 décembre. — On signale des troubles assez sérieux à La Paz (Bolivie), à la suite d'une campagne d'excitation dirigée par la presse d'opposition contre l'ancien président Montes. Celui-ci, qui aurait été l'objet d'un acte d'accusation signé de plusieurs députés, a présenté sa défense avec succès devant la Chambre des députés. Des manifestations de rues assez violentes ont

Communiqué italien

Violents Tirs d'Artillerie

Des Patrouilles françaises ramènent des Prisonniers

Rome, 9 décembre (officiel).

Du STELVIO à la BRENTA, l'activité combative a été plutôt limitée.

Dans le VAL LAGRINA, nos patrouilles ont capturé quelques soldats ennemis.

Sur le PLATEAU D'ASIAGO, les rafales de nos batteries ont battu à plusieurs reprises des forces adverses en mouvement.

Entre la BRENTA et le PIAVE, les tirs d'artillerie, qui s'étaient maintenus assez violents dans l'après-midi, sont redevenus normaux dans les premières heures de la nuit. Une patrouille française a ramené des prisonniers.

Sur le PIAVE, au VAL DE SAN DONA, l'activité de feu a été assez notable des deux côtés. De nombreuses patrouilles ennemies ont été repoussées par nos fusillades.

Avions et Dirigeables harcèlent l'Ennemi

Nos caproni ont bombardé avec efficacité l'arrière des lignes ennemies sur le plateau d'Asiago et ont mitraillé ensuite les troupes qui s'éloignaient des endroits battus.

La nuit dernière, nos dirigeables ont renouvelé leurs incursions, jetant plus de quatre tonnes de projectiles sur les cantonnements ennemis près de Quero-Mottalì-Livenza et de Prorogruaro.

Deux avions ennemis ont été abattus.

Un ballon captif est tombé en flammes près de Grisolera.

Les Autrichiens prétendent avoir fait 16,000 Prisonniers

Berne, 9 décembre. — L'état-major autrichien, dans son Communiqué du 8 décembre, annonce qu'un régiment de tirailleurs austro-hongrois a pris d'assaut, le 7, les forts points d'appui du Stenfie, hauteur qui fait suite au massif du Sisemol, à l'est d'Asiago, et que le chiffre des prisonniers italiens faits depuis le 4 décembre, début de l'attaque du maréchal Conrad, est de 16,000

La Propagande défaitiste

NOMBREUSES ARRESTATIONS

Rome, 9 décembre. — Des mesures énergiques continuent à être prises pour réprimer tout ce qui serait de nature à affaiblir, si peu que ce soit, la résistance intérieure.

A Milan, les perquisitions effectuées dans les bureaux de l' « Avanti » ont été suivies de deux arrestations : celle du secrétaire de la section socialiste, M. Bruno Fortichiari, et celle de M. Amilcare Storchi, rédacteur à l' « Avanti ». C'est d'ailleurs ce dernier, personnellement, que visaient les perquisitions opérées dans les bureaux de l' « Avanti ».

On dit que l'autorité avait en main la trame d'un commerce de faux passeports pour favoriser la désertion. Plusieurs personnes seraient impliquées dans l'affaire, notamment deux employés des chemins de fer.

Les autorités civiles rivalisent avec les autorités militaires pour la répression de tout abus; c'est ainsi qu'à Carbonne, après accord entre les autorités militaires et civiles, des recherches furent entreprises dans la zone interurbaine et spécialement sur la montagne Casale recherches qui aboutirent à plusieurs arrestations.

A Rome, outre l'arrestation du publiciste Aldo Chierici pour propagande contre la guerre, des condamnations sévères furent prononcées contre des agents défaitistes. Un certain Dati Cestore a été condamné à sept mois de réclusion pour avoir dit : « Nous avons 5 millions d'Allemands sur notre front ! » Un autre, Gianelli Carmelo, prêtre mobilisé dans les services sanitaires, surpris au moment où il écrivait sur un mur : « Vive la paix ! » a été condamné à six mois de prison, en bénéficiant de circonstances atténuantes pour faiblesse mentale. C'est le général Montanari, sous-secrétaire d'Etat à la guerre, qui surprit le coupable au moment où il était entrain de fixer sur le mur avec de la craie son cri pacifique.

Rome, 9 décembre.— Les découvertes amenées par l'enquête relative au commerce des faux passeports auraient permis d'apprendre que le conseiller communal socialiste de Milan Frassina aurait passé en Suisse pour échapper au service militaire.

Rome, 9 décembre. — La « Tribuna » dit que 14 arrestations de socialistes auraient été opérées à Mitau. Des perquisitions avaient été décidées, même avant que Milan fût déclarée zone de guerre. Il s'agit d'une véritable agence de désertion.

Communiqué belge

Le Havre, 9 décembre.

Au cours de la nuit du 7 au 8 décembre, un fort détachement ennemi a attaqué un de nos postes près de OUD STUYVEKENSKERKE, après préparation d'artillerie. L'opération échoua complètement grâce à nos tirs de mitrailleuses et à nos barrages d'artillerie qui dispersèrent complètement le parti adverse.

La journée du 8 a été marquée par une faible activité d'artillerie.

Pendant la nuit du 8 au 9, nous avons bombardé les organisations ennemies des régions de DIXMUDE et de KIPPE en représailles de quelques tirs effectués sur nos communications.

Le 9, activité moyenne d'artillerie.

Armée d'Orient

Salonique, 8 décembre.

Activité intermittente d'artillerie dans le secteur du VARDAR et dans la région de MONASTIR, où le tir de nos batteries a déterminé une explosion dans les lignes ennemies.

Un Corps cubain sur le Front occidental

Rome, 9 décembre. — Le ministre de Cuba auprès du Quirinal a déclaré que la République cubaine enverra des troupes sur le front occidental pour combattre aux côtés des soldats américains.

Luxbourg en Panne

Buenos-Ayres, 9 décembre. — Le comte de Luxbourg est toujours en Argentine.

Renvoi de certains Agriculteurs de la Classe 1896

Paris, 9 décembre. — En raison du passage de la classe 1896 dans la réserve de l'armée territoriale, les ministres de la guerre et de l'armement viennent de décider :

« Les dispositions des circulaires interministérielles des 6 mai et 29 juillet 1917 sont rendues applicables à la classe de mobilisation 1896. Par suite, les agriculteurs de cette classe qui appartiennent au service auxiliaire et ceux qui appartenant au service armé, sont pères de cinq enfants ou veufs avec quatre enfants, doivent être, sur leur demande, détachés aux travaux agricoles dans les conditions prévues par les circulaires susvisées.

» Ces prescriptions sont applicables aux engagés volontaires ou spéciaux de la classe 1896 qui sont pères de cinq enfants ou veufs avec quatre enfants ; elles ne sont pas applicables aux officiers. »

Les Événements de Russie

L'Appel de la Finlande aux Alliés

Helsingfors, 9 décembre. — Le président du Sénat finlandais vient de transmettre au gouvernement français ainsi qu'aux autres gouvernements alliés une déclaration dont voici le résumé :

« La Diète finlandaise se fondant sur l'article 38 de la loi fondamentale de 1772 a décidé d'assumer le pouvoir souverain et a en conformité désigné un Sénat exécutif. En vertu de cette décision, le chef du gouvernement finlandais vient de soumettre à la Diète un projet de loi constitutionnel instituant la Finlande république indépendante.

» Se référant aux principes proclamés par les puissances du droit de tous les peuples de disposer d'eux-mêmes, le président du Sénat déclare solennellement au nom du gouvernement finlandais que le peuple de Finlande a le droit et le devoir de prendre en main ses destinées et de solliciter des puissances étrangères la reconnaissance de son indépendance

» La Russie n'a plus de gouvernement, ses représentants ayant cessé d'exercer leurs fonctions en Finlande. Aucune autorité russe légale n'y subsiste plus. Les troupes stationnées dans le pays y sèment la terreur et poussant au crime les éléments révolutionnaires de la population.

» L'anarchie russe oblige le peuple finlandais à se dégager dès maintenant de toute dépendance envers la Russie.

» Enfin, une famine imminente menace la Finlande.

» Dans ces conditions, le gouvernement finlandais ne pouvant plus en appeler aux puissances alliées par l'entremise du ministre des affaires étrangères russe, puisque le conseil des commissaires du peuple n'a pas été reconnu, le seul moyen de sauver la Finlande de la famine et de l'anarchie est de la déclarer Etat souverain. Ensuite elle pourra prendre contact avec les autres Etats et de sortir de son isolement.

» Se fondant sur les généreuses déclarations du gouvernement français sur le droit des petits peuples à la souveraineté nationale, le Sénat finlandais demande respectueusement au gouvernement de la République française qu'il veuille bien reconnaître la République finlandais et autoriser l'envoi à Paris d'une délégation. »

L'Attitude des Alliés et de la France

Paris, 10 décembre. — Ainsi qu'on l'a vu par l'appel du Sénat de Finlande à la France, un gouvernement régulier s'est constitué à Helsingfors, qui demande au gouvernement français de le reconnaître. Ce gouvernement est composé en majeure partie d'éléments bourgeois. Il s'appuie sur des bases solides, qui sont la culture générale du peuple, plus instruit peut-être que dans aucune autre partie de l'Europe, et le sentiment très développé des devoirs civiques.

Les socialistes ayant renoncé à leur obstruction, le vote de la Diète a été émis à l'unanimité. Nous jugeons naturel que ce pays, qui a le goût de la santé morale et politique, répudie tout lien avec les saboteurs des institutions démocratiques qui règnent à Pétrograd.

Naturellement, le gouvernement français ne fera rien sans ses alliés et agira en complet accord avec eux; mais, dès maintenant, on peut affirmer que toutes nos sympathies vont à la nouvelle république de Finlande, et il n'apparaît pas, en principe, que nos alliés puissent être hostiles à sa reconnaissance.

Le Rapport des Délégués russes

Pétrograd, 9 décembre. — Hier sont rentrés à Pétrograd les membres de la délégation maximaliste chargée de négocier les conditions de l'armistice avec le commandement allemand. Aussitôt la nouvelle parvenue à l'Institut Smolny, le Soviet exigea que la délégation rendît compte de sa mission non en séance secrète et devant le comité central exécutif, mais en séance publique devant tout le Soviet de Pétrograd assemblé.

Le rapport exposé au cours de cette réunion par le délégué Kameneff, diffère peu du rapport officiel déjà envoyé. Toutefois, Kameneff a fait savoir qu'après la réunion officielle des délégués ennemis et des délégués russes, une séance complémentaire eut lieu qui n'avait pas un caractère obligatoire et au cours de laquelle les maximalistes critiquèrent les conditions posées par le commandement allemand dans l'espoir que ces critiques, par delà les membres présents, iraient jusqu'au peuple allemand.

Le général Hoffmann refusa alors de continuer la discussion sur ce terrain, mais il se déclara prêt à faciliter le transport des proclamations maximalistes en France, en Angleterre et en Italie, spécifiant toutefois qu'elles ne seraient en aucun cas distribuées en Allemagne.

Après les déclarations de Kameneff, l'amiral Alfater, membre de la délégation russe, exposa devant le Soviet les conditions déjà connues que les maximalistes mettent à la conclusion d'un armistice. Il releva également les prétentions émises par les Allemands dans le but de défendre à la flotte russe toute navigation dans la Baltique, sauf sur la côte ouest du golfe de Finlande, c'est-à-dire entre Pétrograd et Cronstadt.

Les Conditions des Maximalistes pour l'Armistice

Stockholm, 9 décembre. — Les « Isvestia » publient les conditions proposées par la délégation russe aux délégués ennemis dans la séance du 4 décembre à Brest-Litovsk.

Les représentants russes ont demandé que l'armistice soit conclu pour six mois; que les hostilités ne soient reprises que soixante-douze heures après la rupture des négociations de paix; que tout transport de troupes soit arrêté; que les flottes quittent le golfe de Riga et les eaux du Moon-Sund; que ces îles soient évacuées et neutralisées.

Comme on le sait, l'armistice provisoire conclu jusqu'à la reprise des pourparlers autorise le transport de troupes, à condition qu'il ne s'agisse que d'effectifs ne dépassant pas une division

Le Chargé d'Affaires d'Espagne à Pétrograd

Madrid, 9 décembre. — Le chargé d'affaires d'Espagne à Pétrograd, M. J. Garrido, vient d'être transféré par son gouvernement au poste de premier secrétaire à la légation de Constantinople, ce qui constitue une rétrogradation marquée. M. Garrido avait été le seul diplomate étranger à Pétrograd qui eut accepté de transmettre à son gouvernement la note de Trotzky annonçant la constitution du nouveau gouvernement et les pourparlers en vue d'un armistice.

LES COUPONS RUSSES

à échéance de Janvier seront payés comme précédemment

Paris, 9 décembre. — On nous communique la note suivante :

On sait que les commissaires du peuple maximalistes à Pétrograd ont publié sans entente préalable une série d'arrangements conclus par le gouvernement russe avec les puissances étrangères et que les gouvernements signataires n'avaient pas cru jusqu'ici devoir rendre publics. Ils ont déclaré qu'ils entendaient se considérer comme dégagés des obligations contractées par la Russie aux termes de ces accords.

D'après certaines informations reçues hier par les journaux anglais, les commissaires du peuple songeraient également à répudier les emprunts contractés par la Russie à l'étranger. Le gouvernement français considère que les engagements financiers pris antérieurement au nom de la Russie sont indépendants des changements de régime qui sont survenus ou qui pourront survenir dans ce pays, et que, par suite, ils s'imposent et s'imposeront à tous ceux qui représenteront la Russie. D'ores et déjà, nous pouvons annoncer que les coupons russes à échéance de janvier 1918 seront payés comme précédemment.

Accident mortel d'Aviation

Pau, 9 décembre. — Le sergent aviateur Roy, originaire de Paris, a fait une chute mortelle dans les landes de Pont-Long.

BORDEAUX

Une Splendide Manifestation d'Art

FESTIVAL GABRIEL FAURÉ

Pour les surhumaines et glorieuses douleurs auxquelles elle s'est pieusement dévouée, l'Association des Dames Françaises de la Croix-Rouge a voulu que, dans une journée inoubliable, fût dédié aux souffrances de nos soldats ce que l'âme et la pensée de la France d'aujourd'hui comptent de plus grand et de plus pur. Au cœur de nos artistes et de nos maîtres les plus illustres auxquels elle demandait leurs chefs-d'œuvre et leur concours, son appel émouvant a été entendu. Dans cette manifestation de sacrifice et d'amour, les plus grands d'entre les grands nous ont donné ce qu'il y a de plus profond et de plus humain de leur tendresse, de leur talent, de leur beauté...

Jamais pareille pléiade de noms universellement célèbres et d'œuvres dont nous sommes fiers ne furent assemblés pour une plus noble mission. Et la foule immense, gravement recueillie, qui remplissait dimanche le vaste vaisseau de la salle Franklin, semblait être réunie solennellement pour quelque fête presque religieuse de la Patrie.

Cette fête, c'est la grande figure du maître Gabriel Fauré, directeur de notre Conservatoire national, qui la domine avec ses yeux de rêve et sa chevelure d'argent. Et c'est avec lui Mme Segond-Weber, de la Comédie-Française, qui, dressée comme une statue de la Victoire, a dit de sa voix d'airain, avec tout le rayonnement de son âme ardente, des strophes immortelles à la France de martyre de gloire et d'éternité.

M. Léopold Mabilleau

Comme pour mieux marquer la portée morale de cette manifestation grandiose, l'éminent président de la Fédération mutualiste de France, M. Léopold Mabilleau, est venu ouvrir la séance pour saluer en Fauré un des plus nobles représentants de la musique française au nom des ministres de l'instruction publique et des beaux-arts, de l'intérieur et des finances, qui n'ont pas voulu être absents de cette cérémonie, et il a tenu à nous apporter au nom du pays tout entier le mot d'ordre du devoir présent.

Avec une éloquence merveilleuse il dit superbement ce qu'est une nation de citoyens libres qui porte le poids de sa destinée faite de sa race, de ses habitudes, des joies et des tristesses communes, de l'idéal social dans la cité, dans la patrie, hors des patries, en cette société des nations dont nous n'entrevoyons encore que le rêve.

De cette destinée elle a la charge comme un nom propre, comme un honneur dont chacun de nous se réclame, un trésor que nous ne devons pas laisser diminuer et dont nous sommes responsables. C'est dans cette solidarité que M. Léon Bourgeois voyait une dette positive. Elle fait de la France la personne morale la plus auguste du monde.

La défense de la patrie n'est donc pas un égoïsme sacré mais la dette envers cette âme commune dont nous sommes des parcelles éphémères et dont nous continuons la grande vie de la mort même.

Cette dette, M. Mabilleau va nous dire en quoi elle consiste. Il faut d'abord **tenir**, ce qui veut dire, pour le citoyen d'une patrie attaquée, développer la foi et l'espérance, oublier les vicissitudes quotidiennes pour ne voir que le but vers lequel notre volonté est tendue.

Tenir, c'est ce que font nos soldats plus grands que les héros de Plutarque, c'est ce que firent Thémistocle, le Sénat de Rome après Cannes, la Convention qui refusait de traiter avec les ennemis occupant le territoire. C'est ce que firent et Joffre, et Galliéni, et Maunoury, et les nations qui nous apportent leur effort, l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis, avec leurs 100 millions de citoyens libres.

Tenir, oui. Mais il y a plus, il faut vaincre, et pour cela il faut nous donner tout entiers, à l'arrière comme à l'avant.

A l'avant, le sacrifice ne peut être plus absolu. Il meurt pour nous des milliers de jeunes gens, espoir du génie de la France. Et à côté des morts, il y a les mutilés qui verront se prolonger pour la patrie une vie de martyre et d'infirmités.

Mais à l'arrière ! Ne pouvions-nous faire plus et mieux ? Nous avons attendu la victoire du jeu naturel de la guerre avec les trois quarts des forces du monde, impatients qu'elle se fît attendre, au lieu de collaborer à rendre efficace l'effort des autres afin qu'il serve le plus possible.

La première obligation, la plus simple et la plus médiocre, c'est d'abord de nous priver. « Je vous annonce officiellement et de haut, s'écrie M. Mabilleau en s'adressant surtout aux dames, qu'il sera nécessaire que vous vous imposiez des privations après avoir trop largement vécu. Un peu de pain et de sucre gaspillés, c'est autant d'enlevé aux combattants. Un peu de luxe, ce sont des canons de moins et le pays mis en péril. Diminuer d'un kilo pour une fantaisie le tonnage disponible, c'est se conduire en mauvais Français. Ces restrictions, Mesdames, ne sont possibles que si vous voulez vous priver et nous priver, car c'est surtout à cause de vous que nous les évitons; elles ne sont possibles que si vous les imposez à vos maris, à vos frères, à vos fils ! »

Le deuxième devoir, c'est de verser à la patrie les arrérages de la fortune acquise, dont nous n'avons que l'usage, dû au travail de la ruche séculaire. Ces arrérages sont à la patrie, à ceux qui se sacrifient pour vous. On ne vous demande pas un don comme lorsque sous la Révolution les femmes venaient porter leurs bijoux pour défendre leurs enfants. On vous demande simplement l'épargne que vous mettez de côté en vue des risques. Il n'en est pas de plus grand à l'heure actuelle. Il s'agit de savoir si ce que nous avons accumulé servira d'ornements au barbare. Tout n'a qu'un but : la libération du territoire et le salut de la France.

Et dans une splendide péroraison qui déchaîne des applaudissements sans fin, M. Mabilleau, commentant l'admirable poème de Rostand, la « Cloche », que nous allons plus tard entendre, veut voir verser au creuset commun le sou du pauvre et l'or du riche pour que la cloche de la patrie en guerre sonne à jamais la paix avec la victoire de la France éternelle.

Le Concert

Quelques pièces claires et très gracieuses de M. A. Wyld, qui les interprète lui-même au piano, viennent faire diversion à ces émouvantes paroles. L'auteur, d'origine guatemalienne, a écrit des pages courtes et finement ouvragées qu'il joue de façon très personnelle et un peu exotique. Le « Presto capricioso », le « Chant mélancolique », la « Fête villageoise », souvenir d'Amérique centrale, et surtout le « Menuet-Gavotte », de forme classique, très habilement contrepointé, lui valent le succès le plus flatteur.

Mais voici le maître Fauré, auquel la salle fait la plus chaleureuse des ovations, ainsi qu'à l'exquise cantatrice Martha de Villers, (une des étoiles de l'Opéra de Monte-Carlo), dont la voix gracile et tendre semble conter autant que chanter ses romances troublantes comme des légendes : l' « Automne », le Secret », dits avec une ferveur intime et pénétrante; « Ici-bas », invocation douloureuse; la « Fée aux chansons », où la grâce et la fraîcheur de l'accent mettent une adorable jeunesse; tous ces petits chefs-d'œuvre sont des merveilles de grâce et de tendresse. Mais ce qu'on ne peut dire, c'est l'admirable façon dont, sous les doigts du maître, chante l'accompagnement, le relief des phrases mélodiques et cet ondoiement immatériel et quasi éolien qui en fait comme une musique de rêve. C'est un véritable enchantement.

Nous retrouvons maintenant Gabriel Fauré conduisant au piano ses œuvres les plus expressives et les plus profondes avec un de nos plus grands violoncellistes modernes : le vénéré maître J. Hollman. Nous ne connaissons pour notre part aucun archet qui possède à ce degré la puissance alliée à une douceur, à une sérénité de son qui sont les miracles d'un talent inégalable et d'une science à peu près unique de toutes les ressources de l'instrument. Dans la poignante « Elegie », dans la « Romance » bien connue et qu'il a fallu bisser, ce fut un triomphe, et l'assistance tout entière a été littéralement transportée.

Le superbe instrument sur lequel joue l'artiste est d'ailleurs digne de lui. C'est une basse d'André Guarnérius, de 1780, élève de Stradivarius, et qui a jadis appartenu, relique précieuse, à un évêque de Ruremonde.

Ce n'était que le début d'un enthousiasme qui devait atteindre les sommets avec Mme Segond-Weber qui a jeté d'une voix prodigieuse, avec une intensité dramatique étreignant toutes les âmes, les admirables strophes de la « Cloche » d'Edmond Rostand.

Cette glorieuse épopée que nous entendons pour la première fois à Bordeaux rappelle les premiers temps du moyen âge, vers l'an mil. C'est la cloche qui sonne l'appel de détresse quand vient l'ennemi et pour laquelle tout le monde veut « prêter du bronze à Dieu ». Vers le creuset où on la fondait chacun

Courait y jeter pour en être
Quelque chose qu'il s'arrachait.

L'heure est pareille. Il faut que chacun de nous entende

Dans la cloche de la patrie
Tinter ce qu'il aura jeté...
L'or qu'on n'a pas assez vu luire,
Les bijoux qu'on voit trop briller.

Ce que nous attendons aujourd'hui, dit avec une fureur merveilleuse la grande tragédienne, c'est

Que sonne le départ du Boche
Dans le clocher de Saint-Quentin.

Et la pièce s'achève sur la vision immense de ce que nous devons à nos soldats :

L'Arc de Triomphe et l'arc-en-ciel.

Un frisson sublime a secoué la salle qui se dresse en des bravos sans fin. L'émotion est encore plus poignante lorsque Mme Segond-Weber, les bras étendus, clame avec une voix qui évoque en leurs tombeaux

Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie.

et « Stella », où se lève le soleil de la liberté. On croirait entendre la voix de la Patrie et l'on voit des larmes couler de bien des yeux.

M. Henri de Noussanne

Dans une spirituelle causerie, le fin romancier parisien Henri de Noussanne vient ensuite nous parler de la femme de demain. Il critique avec esprit l'égoïsme d'avant-guerre, le mariage d'argent, le mariage volontairement stérile ou à risques limités, et ce principe ridicule de l'union libre pour « vivre sa vie ».

Nos soldats la vivent en la donnant parce que, hélas ! la patrie a payé l'égoïsme des familles. La Française de demain ne raisonnera pas comme celle d'hier. Quand les soldats reviendront, on s'apercevra que la vérité, c'est eux. « Vous saurez aimer, dit-il aux auditrices, parce qu'il le faudra, parce qu'on se comptera. Les hommes habitués à la mort verront se dresser le fantôme de la fin de la France. Ils pâliront et vous comprendrez.

» C'en est fini avec la vie d'autrefois. Il faut des mères pour les pères de la patrie. Les autres, filles stériles, donneront loyalement leur labeur à l'œuvre commune. Reproductrices, créatrices et réparatrices, ou bientôt ce serait la France qui mourrait.

Ces graves conseils décochés en des traits charmants ont été à leur adresse. Et le concert a repris, malheureusement sans le concours annoncé de la harpiste de grand talent Micheline Kahn, appelée près de son père mourant.

C'est maintenant l'admirable pièce mystique de Saint-Saëns « Les Litanies de la Vierge » (encore une première audition à Bordeaux) accompagnée à l'orgue par le maître religieux de La Tombelle. La délicieuse voix de Martha de Villers apporte une douceur séraphique et une clarté céleste à ces pages d'humilité simple et de prière intime.

Enfin après un « Larghetto » et une « Sérénade » que le violoncelliste Hollman qui les a écrits a interprétés avec une magnifique largeur d'accent et qui, très pittoresques, sont supérieurs comme pièces de genre aux meilleures pages de Popper, après avoir repris en « bis » l' « Elégie » de Fauré, de nouveau applaudie, Martha de Villers a donné le meilleur d'elle-même dans les trois pièces exquises du maître, « Les Berceaux », « En Prière », et ce délicieux « Clair de Lune » sur les vers de Verlaine avec les « grands jets d'eau sveltes parmi les marbres ».

Honneur à tous ceux qui ont concouru à quelque titre que ce soit à cette splendide et très fructueuse fête d'art et de bienfaisance. Elle nous a élargi le cœur.

A. A.

Il y a un an

11 DECEMBRE 1916

En Grèce, les menées du gouvernement, malgré les assurances fourbes du roi Constantin, continuent à constituer un danger pour les alliés. Les troupes royales sont autour d'Athènes et, d'autre part, menacent à revers notre armée de Salonique et de Monastir. Les alliés prennent leurs dispositions pour parer à tout événement.

Prix de la Journée dans les Hôpitaux

A partir du 1er janvier 1918, en vertu de la loi, des délibérations de la commission administrative en date des 29 juin et 13 juillet 1917 et d'un arrêté préfectoral du 22 septembre 1917, le prix de journée des malades hospitalisés dans les hôpitaux de Bordeaux est fixé ainsi qu'il suit, pour les catégories désignées :

1. Malades de l'assistance médicale gratuite et assimilés, adultes et enfants de 7 à 15 ans, 3 fr. 75; femmes en couches, 4 fr. 20; enfants au-dessous de 7 ans, 2 fr. 65;
2. Blessés du travail, 5 fr.;
3. En vertu d'une délibération de la commission administrative du 16 novembre 1917, approuvée par M. le Préfet le 22 du même mois, le prix de pension des vieillards et incurables à l'hospice général de Pellegrin est élevé à 800 fr. et 700 fr. pour les premiers, selon qu'ils ont ou n'ont pas d'infirmités, et à 800 fr. pour les seconds.

EMPRUNT NATIONAL 4 %
Revenu réel : 5,83, net d'impôt
Les souscriptions sont reçues sans frais :
BANQUE DE BORDEAUX
8, rue d'Orléans, à Bordeaux
et dans ses agences : à **Angoulême, Barbezieux, Bergerac, Blaye Libourne, Mont-de-Marsan, Royan, Sainte-Foy-la-Grande, Sarlat, Villeneuve-sur-Lot.**

Souscription des Viticulteurs à l'Emprunt national

La Caisse régionale de crédit agricole mutuel de la Gironde, 27, rue Esprit-des-Lois, à Bordeaux, se charge de souscrire à crédit à l'Emprunt national, pour les viticulteurs.

Les titres souscrits seront remis, contre paiement, aux bénéficiaires lorsque ceux-ci toucheront le prix de leurs vins, soit des acheteurs ordinaires soit de l'Etat pour les vins réquisitionnés, sous la seule majoration des intérêts à 5 %, alors qu'ils auront produit 5 fr. 83 %. Les ordres peuvent être donnés par simple lettre jusqu'au 16 décembre.

Une Bagarre cours du Médoc

Un Agent tué d'un coup de Revolver

Dimanche soir, vers dix heures, le gardien de la paix Bret se trouvait quai des Chartrons et quittait cet endroit pour se rendre au poste du premier arrondissement, lorsqu'il croisa un individu recherché pour désertion et diverses autres raisons.

Il voulut appréhender le déserteur, mais celui-ci décocha un formidable coup de poing à l'agent, puis se sauva.

Le gardien de la paix Bret s'en fut aussitôt au poste et, là, avisant son camarade Mesplet, il lui demanda de lui prêter main-forte, mais la piste était perdue.

Les deux agents firent route ensemble, se tendant cours du Médoc; mais au coin du cours du Médoc et du cours Balguerie-Stuttenberg, ils aperçurent un individu ivre qui voulait entrer de force dans le bar tenu par M. Moulin, que celui-ci avait refusé de servir. Cinq autres individus qui sortaient au même moment du bar empêchaient également le nouvel arrivant d'y pénétrer. Or, pendant que l'ivrogne était maintenu par l'agent Mésplet, le gardien de la paix Bret se trouvait entouré par les cinq autres individus, lorsque soudain un coup de feu retentit et une balle atteignit à la tempe Bret qui s'écroula.

On s'empressa autour de lui, mais le malheureux avait cessé de vivre.

Naturellement les cinq individus, ainsi que l'ivrogne, profitant du désarroi, s'enfuirent par le cours Balguerie-Stuttenberg; on n'a pu les retrouver.

M. Pellatan, commissaire central; M. le capitaine Belliard et M. Brail, commissaire de police de service à la Permanence, informés téléphoniquement, se sont rendus sur les lieux où le meurtre venait d'être commis.

Après les constatations d'usage, le corps de la victime a été transporté à son domicile.

Le gardien de la paix de 1re classe Bret, âgé de quarante ans, était entré dans la police en 1907.

Bret, dévoué et brave, jouissait de l'estime de ses chefs; le service de la police municipale bordelaise vient de perdre un de ses précieux auxiliaires.

Nous croyons savoir que, devant la menace toujours grandissante des malandrins qui jettent l'effroi dans certains quartiers de Bordeaux, la police municipale va être autorisée à se servir des moyens défensifs qui lui étaient régulièrement dévolus, mais dont elle hésitait, par un scrupule malheureusement exagéré, à faire un emploi rigoureux.

Sur la Piste du Meurtrier

M. Farfals, chef de la Sûreté, qui est chargé de l'enquête, s'est mis immédiatement en campagne. Les renseignements qu'il a déjà recueillis permettent d'espérer que le meurtrier ne saurait tarder à tomber entre les mains de la justice.

La Date des Obsèques

M. le Procureur de la République a chargé M. le docteur Salesses, médecin légiste, de pratiquer l'autopsie du corps du malheureux gardien de la paix, cette nouvelle victime du devoir. La date des obsèques sera fixée ultérieurement.

Brutale Intervention

Sous ce titre, dans notre numéro du 5 décembre courant, nous avons relaté l'agression dont fut victime le gardien de la paix Chambon. Celui-ci, pendant qu'il conduisait au poste de police Lambert, un individu qu'il venait d'arrêter, fut assailli place Médiadeck, par un inconnu qui le frappa d'un coup de stylet dans le dos, lui faisant une blessure assez grave.

L'agresseur s'était enfui et n'avait pu être rejoint. M. le juge d'instruction Matignon, chargé de cette affaire, lança un mandat d'arrêt, et l'inspecteur de la Sûreté Barsacq reçut la mission de rechercher l'auteur du coup de couteau.

L'inspecteur, aidé des agents Normand et Duvignac, fit diligence et il fut assez heureux pour appréhender le charretier Charles C..., âgé de dix-sept ans, demeurant à Bègles, au moment où il passait place de la Bourse.

Conduit au cabinet de M. Farfals, chef de la Sûreté, Charles C... a fait des aveux complets et a déclaré qu'il s'était débarrassé du couteau dont il s'était servi pour frapper le gardien de la paix Chambon. Ce dernier dont la santé s'est améliorée, est toujours soigné à l'hôpital.

PETITE CHRONIQUE

Vol de magnétos. — Deux magnétos pour automobile ont été volées pendant la nuit de samedi à dimanche, dans un entrepôt situé allée de Boutaud prolongée, au préjudice de M. Revardoux, directeur de la Société générale des engrais.

Un Devoir de Solidarité

La France entière a le devoir de venir à l'aide de nos départements envahis, de faciliter à l'Etat la résistance en apportant le nerf de la guerre c'est-à-dire l'argent.

Certaines régions, par leur situation géographique, ont été favorisées en ce sens que, si elles ont comme toutes les autres donné leurs enfants pour défendre le territoire, elles ont été plus à l'abri de désastres commerciaux, financiers, économiques.

Il leur appartient donc d'apporter leur concours à cette œuvre de solidarité et de **SOUSCRIRE A L'EMPRUNT NATIONAL.**

SPECTACLES

LUNDI 10 DECEMBRE

TRIANON-THEATRE. — A 8 h. 45 : **Monsieur le Directeur ».**

APOLLO-THEATRE. — A 8 h. 30 : « **Tout à l'Américaine** ».

SCALA-THEATRE. — A 8 h. 30 : « **Ça vaut l'Voyage !** »

Les Sports à Bordeaux

ET DANS LA REGION

FOOTBALL RUGBY

A TOULOUSE

Les Matches de Sélection

(Par télégramme de notre envoyé spécial)

L'équipe du Sud bat l'équipe du Sud-Ouest par 9 points (trois essais) à zéro, après une partie très rapide et tout à l'avantage des sudistes.

Nous donnerons dans notre prochaine édition les résultats détaillés de cette partie.

R. H.

L'EQUIPE SELECTIONNEE

A l'issue du match, la commission de sélection, réunie au siège du Comité des Pyrénées, a formé comme suit l'équipe qui représentera le Sud contre le Nord, le 30 décembre, à Paris :

Arrière : Caujolle (Union B. S. B. S.). — Remplaçant : Casnabet (U. S. tarbaise).

Trois-quarts : Hauret (C. O. tarbais), Jeangrand (U. S. T.), Balansa (C. O. T.), Got (Stade toulousain). — Remplaçants : Duché (C. A. périgourdin), Candeau (S. B. U. C.).

Demis : Ouverture, Bordes (U. S. T.); remplaçant, Chateau (S. paloise). — Mélée, Piteu (S. A.); remplaçant, Rio (C. O. T.).

Avants : Marin (R. C. bordelais), Marcisseau (R. C. B.), Lognos (A. S. Béziers), Nichols (C. O. T.), Valès (U. B. S. B. S.), Sébédio (A. S. B.), Pascarel et Bernon (S. T.). — Remplaçants : Crémati (S. O. Perpignan), Bonnet (U. B. S. B. S.), Rousseau (U. B. S. B. S.), Rouch (C. O. T.), Boubée (Biarritz).

A LYON

L'équipe du Nord bat l'équipe de l'Est par 13 points à 3. En dépit de la défense courageuse des équipiers de l'Est, les nordistes, plus rapides et plus coordonnés, ont pris une avance de trois essais, qui ont été marqués par Biot, Fabre et Laborderie. Le buteur Gay a transformé le premier et le dernier de ces essais.

Coupe de l'Avenir

A PERIGUEUX. — Le Club Athlétique Périgourdin a battu le Compound-Club par 6 points (2 essais) à zéro. La pluie, le vent et la boue rendirent le match confus. Le C. A. P. trouva devant lui un team très dur, qui, bien que ne comptant que quatorze hommes, faillit s'adjuger un essai. Les « capistes » qui marquèrent sont Ducher et Desmoulin. Excellent arbitrage de M. Cochet, d'Agen.

Matches amicaux

A BORDEAUX

AU PARC OLYMPIQUE DE LA COTE D'ARGENT. — Biarritz Olympique (1) bat Union B. S. B. S. (1) par 8 points (2 essais, 1 but) à 3 (1 essai).

Le match, fort intéressant, a été suivi par un nombreux public. Le jeu a toujours été rapide et courtois. Bordeaux et Biarritz ont ouvert constamment, et, pour la première fois depuis longtemps, on a pu assister à de jolies combinaisons de passes.

C'est bien la meilleure équipe qui a gagné. Les unionistes, handicapés par l'absence de quelques-uns de leurs meilleurs joueurs sélectionnés, ont tout de même fait excellente impression.

Plusieurs hommes se sont détachés du lot. Le talonneur biarrot, qui a ramassé le ballon sept fois sur dix; le demi bordelais Condom, le meilleur des trente; le trois-quarts Anouilh, qui a montré une parfaite compréhension du jeu, et l'arrière Turpin.

L'essai de Bordeaux a été marqué sur coup de pied de déplacement, et les deux essais de Biarritz, sur passes redoublées et sur démarquage.

Arbitrage sévère et impartial de lieutenant Abadie.

AU BOULEVARD JEAN-JACQUES-BOSC. — B. S. B. S. (réserve mixte) bat Association sportive du Midi par 6 points à zéro.

A LIBOURNE. — Le Stade Bordelais (1) bat, en match amical, l'U. A. Libournaise par 6 points (deux essais) à 3 points (un essai). Belle partie qui se déroula sur le terrain de l'U. A. L.

Dans la première mi-temps, les Bordelais, plus lourds, dominèrent leurs adversaires; à la reprise, les Libournais jouèrent constamment dans le camp du Stade. Des deux côtés, avants et trois-quarts fournirent un joli travail. Bon arbitrage de M. Domercq, qui manqua parfois de fermeté.

A TARBES. — Le Club Olympique Tarbais bat Rugby-Club Bordelais par 12 points (quatre essais) à zéro. Partie des plus intéressantes et très disputée. Essais marqués par Nicoleau, Estribois, Ernandez et Estève. Jolie défense des Bordelais. Excellent arbitrage de M. Pomès.

A BAYONNE. — Aviron Bayonnais bat Section Paloise par 9 points (3 essais non transformés) à zéro.

A LA ROCHELLE. — Association Sportive du Midi bat Stade Rochelais par 9 points à 5.

A ROCHEFORT. — S. A. Rochefortais bat Stade Nantais par 6 points (deux essais) à zéro.

FOOTBALL ASSOCIATION

COUPE DE LA COTE D'ARGENT

AU PARC OLYMPIQUE DE LA COTE D'ARGENT. — L'Union B. S. B. S. (1) bat le Rugby-Club Bordelais (1) par forfait. Les deux équipes conviennent de jouer un match amical, que gagne le B. S. B. S. par 4